Au moins 15 morts dans une collision entre un bus et un camion à Pretoria

Page 2



Alger et Caracas veulent renforcer leur coopération économique



Page 6

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 13 Juin 2022

7 jrs/7

N°1960

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



VERSION

Burkina Faso / Insécurité ‘’90 à 95% des terroristes sont des Burkinabè‘’ selon un journaliste d’investigation

Page 12

L’axe Kinshasa – Bruxelles réchauffé au détour d’une visite royale

Page 7



Ouganda : L’opposition dénonce l’achat de limousines par le gouvernement



Page 10

AFRIQUE DU SUD

Au moins 15 morts dans une collision entre un bus et un camion à Pretoria



Huit femmes et sept hommes décédés dans une collision entre un bus et un camion

Une violente collision entre un bus et un camion a fait 15 morts et 37 blessés, le vendredi 10 juin 2022 en Afrique du Sud, près de la capitale Pretoria, a indiqué VOA Afrique.

Selon notre source, vendredi le bilan s'élevait à 15 morts. Trente-sept personnes ont été blessées, certaines sont dans un état critique, a déclaré le porte-parole des secours de la ville, Thabo Charles Mabaso. L'accident est survenu tôt dans la matinée du vendredi 10 juin. Les services d'urgence ont trouvé sur place un bus et un camion entrés en collision frontale, avec de nombreuses victimes allongées ici et là, d'autres encore coincées à l'intérieur des deux véhicules. Quinze personnes dont huit femmes et sept hommes sont décédées sur place, 37 ont été transportées à l'hôpital et sept sont dans un état critique, selon les secours. Une enquête a été ouverte, selon VOA pour déterminer les circonstances et les causes de l'accident. Bien qu'elle dispose d'un des réseaux routiers les plus développés du continent, l'Afrique du Sud est une des plus mauvaises élèves en matière de sécurité routière. Près de 1.500 personnes ont été tuées sur les routes lors des derniers congés de Noël, qui correspondent aux vacances d'été dans ce pays d'Afrique australe, selon le gouvernement.

Oumoule YAGO (Stagiaire)

BURKINA FASO

Le MPAP s'active pour la tenue de la 2ème édition des Ambassadeurs de Paix Awards



Samuel Kalkoumdo (centre) a attiré l'attention des Burkinabè sur la nécessité à privilégier l'intérêt supérieur de la Nation

Le Mouvement pour la culture de la Paix et l'Amour de la Patrie (MPAP) a organisé un point de presse le jeudi 9 juin 2022 à Ouagadougou. Objectifs: présenter cette structure et faire un bilan d'étape de la tenue de la prochaine nuit de reconnaissance dénommée les Ambassadeurs de Paix Awards (APA).

Le MPAP selon ses géniteurs a vu le jour le 29 octobre 2017 dans un contexte de crise post-insurrectionnelle marquée par l'incivisme, la corruption et les querelles politiques. Selon son président national Samuel Kalkoumdo, cette structure, depuis sa création, a mené beaucoup d'activités allant dans le sens de la promotion de la paix et du patriotisme. De son avis, c'est conformément à cette logique que le MPAP a institué les APA dans le but de reconnaître, distinguer et récompenser le mérite des artisans de la paix. Concrètement, confient les organisateurs, au cours de cette nuit des trophées d'honneur seront attribués aux personnes qui œuvrent quotidiennement pour le retour de la stabilité du pays.

Les enfants des déplacés internes à l'honneur

La suite à la page 4

La suite de la page 3

La présente édition se tiendra le 8 juillet 2022 avec pour thème: «Quel plaidoyer pour la réinsertion sociale et éducative des enfants déplacés internes? Le rôle des pouvoirs publics, des organisations de la société civile et des organisations de défense des droits de l'enfant». Abordant le sort des enfants des personnes déplacées internes (PDI), le président du MPAP appelle à une solidarité nationale. «L'union sacrée des fils et des filles du Burkina Faso c'est aussi faire montre d'une solidarité envers nos compatriotes déplacés internes qui à ce jour représentent près de 10% de la population du pays», a interpellé Samuel Kalkoumdo. Pour traduire sa parole en acte et donner le bon exemple, le MPAP a initié des collectes de fonds et de vêtements, recevables à son siège à Wemtenga ainsi qu'au sein d'autres structures partenaires. Outre cette activité, le MPAP compte tenir un «meeting de la paix» au cours duquel «tous les fils et filles du pays se réuniront pour échanger autour des questions d›intérêt national».

Abdoul Karim TAPSOBA

SOUDAN

Début des pourparlers après le coup d'Etat



Le Soudan a entamé mercredi 08 juin des pourparlers entre des factions rivales dans l'espoir de résoudre une crise politique déclenchée par le coup d'État de l'année dernière.

«Il est important de ne pas laisser passer ce moment», a déclaré à l'AFP le représentant spécial des Nations Unies, Volker Perthes. «Nous demandons à tout le monde de travailler les uns avec les autres de bonne foi,» a-t-il ajouté en réaction au refus de participer de certaines coalitions de la société civile aux pourparlers initiés par l'ONU.

L'ONU, l'Union africaine et l'organisation régionale IGAD font pression depuis mars pour que des pourparlers permettent aux Soudanais de sortir de l'impasse politique. Mardi, le Général Burhan a salué les pourparlers comme une «opportunité historique» et a appelé les factions politiques «à ne pas constituer une pierre d'achoppement». Burhan a levé le mois dernier l'état d'urgence imposé depuis le coup d'État, et les autorités ont libéré ces dernières semaines plusieurs dirigeants civils et militants pro-démocratie.

Les pourparlers de mercredi ont réuni des responsables militaires, des représentants de plusieurs partis politiques et des hauts responsables d'anciens groupes rebelles.

La suite à la page 5

SOUDAN

La suite de la page 4



La prise de contrôle militaire a fait dérailler une transition vers un régime civil qui avait été mis en place après l'éviction du président Omar el-Béchir

Les absents

Mais la principale coalition de la société civile, les Forces pour la liberté et le changement (FFC), évincé du pouvoir par le coup d'État, ainsi que l'influent parti Umma ont refusé d'y participer. Les membres des comités de résistance, des groupes informels qui ont émergé lors des manifestations de 2019 contre Béchir et qui ont lancé des appels à de récents rassemblements anti-coup d'État, étaient également absents. La réunion «n'aborde pas la nature de la crise» et tout processus politique devrait viser à «mettre fin au coup d'État et à établir une autorité civile démocratique», a déclaré le FFC dans un communiqué. Le parti Umma a déclaré à l'AFP que l'objectif des pourparlers n'était «pas défini» et que le climat politique «n'était pas totalement préparé». Cependant, le médiateur de l'IGAD, Ismail Wais, a exhorté les factions absentes à se joindre aux pourparlers. «Ils sont toujours les bienvenus et la porte est ouverte», a déclaré Wais. «Nous ne pouvons pas imaginer une solution politique sans la participation» des factions absentes, a déclaré pour sa part le médiateur de l'UA Mohamed Lebatt. Le Soudan a été secoué par des troubles de plus en plus profonds, des manifestations quasi hebdomadaires, une répression violente qui a tué plus de 100 personnes et une économie en chute libre depuis la prise de pouvoir du 25 octobre par le chef de l'armée Abdel Fattah al-Burhan.

K.Fiakofi

COOPÉRATION

Alger et Caracas veulent renforcer leur coopération économique



Le président vénézuélien Nicolas Maduro a été reçu par son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune à Alger, le 9 juin 2022

L'Algérie et le Venezuela ont convenu le jeudi 09 juin 2022, de renforcer leur coopération économique lors d'une visite du président Nicolas Maduro à son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune.

Selon Africanews, Abdelmadjid Tebboune a indiqué que les deux pays ont convenu de renforcer leur coopération économique lors d'une conférence de presse. Il a également annoncé que des vols directs seraient bientôt lancés entre Alger et Caracas. Le président du Vénézuela, s'est dit heureux de cette décision et a ajouté que les deux gouvernements souhaitaient collaborer plus étroitement, notamment dans le domaine du pétrole et du gaz. Il faut noter que les deux pays dépendent fortement des exportations d'énergie et sont membres de l'OPEP. Nicolas Maduro est arrivé le mercredi 08 juin 2022 dans la soirée et a été accueilli à l'aéroport d'Alger par le Premier ministre algérien, alors qu'il entamait ce que l'agence de presse publique algérienne APS a appelé une visite de travail et d'amitié de deux jours. Comme tous les dirigeants en visite dans ce pays, Nicolas Maduro a rendu hommage aux martyrs de la guerre d'indépendance brutale que l'Algérie a menée pendant sept ans contre la France, en déposant une gerbe de fleurs au monument national aux morts et en observant une minute de silence.

Oumoule YAGO (Stagiaire)

RDC

Le président Tshisekedi veut construire de nouveaux liens de coopération avec la Belgique



La RDC et la Belgique ont annoncé de nouvelles coopérations bilatérales, dont militaire, à l'occasion de la visite du roi Philippe (photo) et d'une partie du gouvernement belge en RDC

Le président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi souhaite construire de nouveaux liens avec la Belgique. L'annonce a été faite par le chef d'Etat lui-même, s'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre belge, Alexander de Croo, qui était en visite dans le pays avec le roi Philippe de Belgique.

«Construire quelque chose de nouveau» entre la RDC et la Belgique. C'est ce que souhaite le président Félix Tshisekedi, qui en a fait l'annonce ouvertement. Cette décision fait suite au réchauffement des relations jadis difficiles entre les deux pays, depuis le pouvoir de l'ex-président Joseph Kabila. Pour le président Félix Tshisekedi, la porte d'entrée diplomatique de la RDC en Europe est la Belgique. «Je crois que pour la République démocratique du Congo et je l'ai toujours dit, la porte d'entrée en Europe, je parle là de l'Europe diplomatique et politique, l'Europe des affaires, c'est la Belgique. Si la Belgique gronde ou si la Belgique est fiévreuse par rapport à la République démocratique du Congo, toute l'Europe la suivra», a déclaré le président congolais, selon le média Africanews.

La suite à la page 8

La suite de la page 7

Reprise de la coopération militaire

La coopération militaire entre la Belgique et la RDC a de nouveau repris. A en croire le chef d'Etat, la formation de troupes d'élites a déjà commencé. Toutefois, le président congolais vise plus. "... c'est à la Belgique de voir ce qu'elle peut apporter de plus parce que notre ambition est de monter en puissance au niveau de nos forces de défense et de sécurité pour être suffisamment dissuasif», a-t-il affirmé.

Ce réchauffement des liens diplomatique et militaire entre la RDC et la Belgique intervient à une période de regain de tension entre la RDC et le Rwanda accusé par Kinshasa de soutenir des rebelles.

«Vous savez, chaque pays a le droit de défendre l'intégrité de son territoire. D'ailleurs, c'est un sujet que l'on connaît très bien en Europe aujourd'hui, parce que quand on parle de la situation en Ukraine, tout le monde dira l'Ukraine a le droit de faire respecter l'intégrité de son territoire. Je ne vois pas comment ce serait différent ici en RDC. Vous avez le droit d'exiger de vos voisins que votre territoire soit respecté...», a déclaré le Premier ministre belge, Alexander de Croo, cité par Africanews.

En rappel, le point de presse du président Tshisekedi et du Premier ministre belge, se tenait mercredi dernier en marge de la visite du roi Philippe, ainsi qu'une partie du gouvernement belge en RDC, à l'invitation de Félix Tshisekedi. Ce déplacement marque le réchauffement d'une relation diplomatique qui était difficile entre Bruxelles et Kinshasa pendant la fin de la présidence de Joseph Kabila.

Line Rose

Vives réactions après l'arrestation de deux frères Gupta

Les deux frères Gupta, accusés d'avoir pillé l'Afrique du Sud avec la complicité de l'ex-président Jacob Zuma, ont été arrêtés jeudi dernier à Dubaï. L'annonce de leur arrestation a provoqué de très nombreuses réactions dans le pays. Cependant, la question de leur extradition reste complexe.

Atul et Rajesh Gupta ont été arrêtés à Dubaï, suite à «des accusations criminelles et de blanchiment». Cela fait 4 ans qu'ils ont fui de l'Afrique du sud vers les Emirats. Les 2 hommes d'affaires sont des amis personnels de l'ancien président, ils sont accusés d'avoir infiltré le sommet des instances gouvernantes et d'avoir pillé les caisses de l'État avec l'aide de Jacob Zuma.

L'annonce de leur arrestation a provoqué de très nombreuses réactions dans le pays. Opposition, société civile et anciens magistrats… tous ont réagi et se réjouissent d'« une victoire pour la justice et un pas de plus dans la lutte contre la corruption », a rapporté RFI.

Cela fait des années que la justice sud-africaine tente de mettre la main sur ces hommes, qui ont fait le pillage d'entreprises publiques pendant les 9 années où le président Zuma a été au

La suite à la page 9

AFRIQUE DU SUD

La suite de la page 8



Arrêtés à Dubaï, la question de l'extradition des frères Gupta vers l'Afrique du sud reste complexe

pouvoir.

La question de l'extradition

Pretoria a désormais 60 jours pour demander le renvoi des frères Gupta devant la justice sud-africaine, après leur arrestation. Les deux pays ont signé un accord d'extradition l'an dernier. Ensuite, «ils devraient normalement être présentés à un juge aux Émirats qui devra se prononcer sur la demande d'extradition», a expliqué à l'AFP l'ancien procureur Johan Du Toit. La durée de la procédure d'extradition est du ressort du système juridique des Émirats mais le parquet sud-africain a déjà averti d'»une procédure complexe», d'autant plus que jusqu'ici, le mandat d'arrêt mentionne un contrat public douteux de l'équivalent de 1,5 million d'euros, une partie de l'accumulation d'accusations portées contre les frères Gupta. «Ces affaires ne sont jamais simples, encore moins lorsque les suspects sont riches et qu'ils ont la possibilité d'engager les meilleurs avocats spécialisés», a avertit Gareth Newham, spécialiste des questions de justice à l'Institut d'études de sécurité (ISS) de Pretoria, cité par VOA. A l'en croire, «des années» pourraient s'écouler avant de voir les frères Gupta derrière les barreaux.

Par ailleurs, rapatrier les Gupta serait un coup d'éclat pour le successeur de Jacob Zuma et actuel président, Cyril Ramaphosa. Mais celui qui a fait de son cheval de bataille la corruption, notamment au sein de l'ANC, a lui-même été cité récemment dans une sombre histoire de cambriolage, au cours duquel des millions en espèces ont été retrouvés dans l'une de ses propriétés. L'ANC au pouvoir doit décider d'ici décembre de le présenter ou non à un second mandat.

Line Rose

OUGANDA

L'opposition dénonce l'achat de limousines par le gouvernement alors que l'inflation monte



Le gouvernement ougandais a décidé d'acheter des limousines pour les hauts fonctionnaires du Parlement. Cette décision a été mal accueillie au sein de l'opposition au moment où le coût de la vie dans le pays est en constante inflation.

L'ouganda a été durement touché par la pandémie et la guerre en Ukraine, avec une flambée des prix des denrées alimentaires ces dernières semaines. Mais le président Yoweri Museveni semble ignorer les appels à des réductions d'impôts pour alléger la souffrance des populations préférant dépenser 2,4 milliards de shillings soit 640 000 dollars pour l'achat de deux limousines pour la présidente du parlement et son adjoint. Une décision qui a attisé la colère du public. En effet , le principal chef de l'opposition du pays, Bobi Wine, a dénoncé l'attitude du gouvernement pour ne pas avoir «accordé la priorité à la souffrance des Ougandais».»Comment pouvons-nous dépenser 2,4 milliards pour acheter deux véhicules pour que le président et le vice-président assistent aux cérémonies alors que des millions d'Ougandais dorment affamés, alors que les gens ne peuvent pas s'offrir les bases de la vie», s'est-il indigné dans des propos rapportés par l'AFP.

L'opposant de Museveni et ancien candidat à la

La suite à la page 11

OUGANDA

La suite de la page 10



Yoweri Museveni ,76 ans ,avec six mandats cumulés soit près de 40 ans à la tête de l'Etat ougandais

présidentielle Kizza Besigye, qui a été accusé d'incitation à la violence après avoir exhorté les Ougandais à protester contre la hausse des prix, a qualifié l'achat de limousines de «scandaleux».»Il est clair qu'il s'agit d'un gouvernement parasitaire et il faut l'arrêter», a-t-il déclaré à l›AFP. De son côté, Julius Mukunda, directeur exécutif du Civil Society Budget Advocacy Group, une organisation faîtière d'organisations de la société civile, a déclaré à l'AFP que «l'achat des véhicules était de mauvais goût et contrairement à l'appel du président à la frugalité».

Le commissaire du parlement ougandais, Prossy Akampurira Mbabazi, a défendu mardi la décision d'acheter les voitures, déclarant à l'AFP que «La colère du public est déplacée».»Les voitures qu'utilisaient le président et le député avaient 10 ans et devaient être remplacées». Dans son discours annuel sur l'état de la nation mardi, Museveni a déclaré que «la réduction des taxes et des subventions, en particulier sur les importations, est suicidaire car notre peuple peut acheter avec insouciance et nous finissons par épuiser nos réserves de forex c'est-à-dire les devises étrangères».

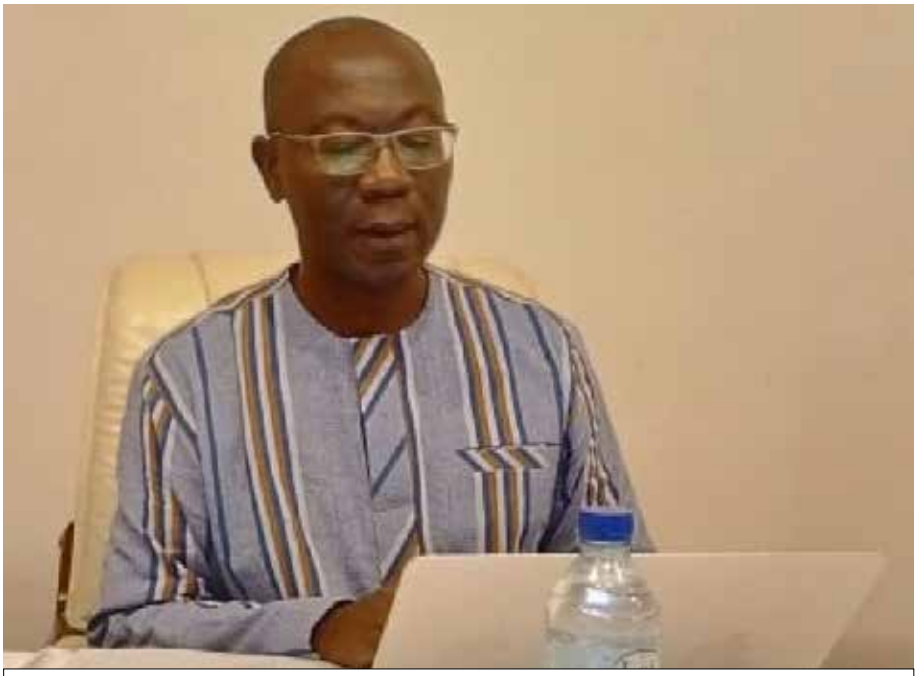
K.Fiakofi

BURKINA FASO/ INSÉCURITÉ

‘’90 à 95% des terroristes sont des Burkinabè ‘’selon un journaliste d’investigation



Le 11 juin 2022 à Ouagadougou, le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) a organisé une conférence publique sur le thème :” Pourquoi des Burkinabè prennent-ils des armes contre des Burkinabè ? ‘’ Des experts ont apporté leurs analyses sur le sujet dans le but d’éclairer la lanterne des citoyens.



Le Pr Augustin Loada, est intervenu sur les causes de la crise sécuritaire

Trois axes ont été abordés par les panelistes à savoir: les causes de la crise sécuritaire ; comprendre les attaques armées, profil et l’itinéraire des terroristes et enfin quel rôle joue la justice burkinabè dans les dossiers terroristes à examiner ?

Selon le Professeur Augustin Loada, juriste de formation, deux groupes terroristes assaillent les populations du Sahel au Burkina Faso à savoir les terroristes externes et les locaux. A l’en croire, ces groupes terroristes externes

La suite à la page 13

BURKINA FASO/ INSÉCURITÉ

La suite de la page 12



Le public lors de la conférence publique

nés de l'effondrement de l'État libyen sont répartis en trois groupes terroristes internationaux présentement au Sahel à savoir le GSIM, le front de libération du Macina et l'EIGS. En plus d'eux en 2017, un groupe terroriste endogène nommé ANSARUL conduit par Malam Dicko était né au Burkina Faso mais après la mort de ce leader, ces éléments (terroristes) furent absorbés par les autres branches sévissant au Sahel, a-t-il fait savoir.

S'agissant des mobiles ou les motivations des assaillants, le Professeur



Atania Serge Oulon a exposé sur le profil et l'itinéraire des groupes terroristes

Loada fera remarquer qu' '' il y a un noyau qui est resserré autour d'idéologues partisans d'un islam radical et de l'autre côté, on y trouve des insurgés aux motivations diverses et locales''.

'' Le fait que l'État a fait appel à des VDP et aux groupes d'autodéfenses n'a

La suite à la page 14

BURKINA FASO/ INSÉCURITÉ

La suite de la page 13



Le magistrat Antoine Kaboré paneliste estime que la justice n'a pas joué son rôle dès le début de la crise sécuritaire

fait qu'accroître les risques de violence dans ces zones rurales '', a-t-il ajouté citant les analyses tirées des travaux de International Crisis Group.

A l'entendre, le gouvernement et les Forces de Défense sont aussi, quelque part, responsables de la crise car les analyses des documents prouvent que l'action gouvernementale n'a pas eu de résultats concrets et les FDS sont accusées par une partie de la population de perpétrer des violences contre les civils.

Le journaliste d'investigation Atania Serge Oulon auteur d'ouvrages sur les attaques terroristes au Burkina Faso, a focalisé son intervention sur le profil et l'itinéraire des groupes terroristes. À l'en croire, 90 à 95% des terroristes sont des Burkinabè. À ce chiffre s'ajoutent, des Béninois, des Nigériens, Nigérians et Maliens, a-t-il souligné.

Comme revendications, les groupes terroristes disent être contre l'État, le gouvernement, les FDS et tous ceux qui représentent et collaborent avec l'État, a indiqué le journaliste.

Quant au Magistrat Antoine Kaboré, il s'est prononcé sur le rôle de la justice dans la lutte contre le terrorisme. Il a souligné que malheureusement le secteur judiciaire n'a pas été pris en compte par les autorités à l'aube des attaques terroristes.

'' Depuis 2016, l'orientation politique est parti dans le sens d'une militarisation de l'armée contre les terroristes. Cela a fait des victimes au niveau de la justice car peut être pensait-on que ce n'est pas un secteur qui méritait d'être accompagné en terme de moyens'', a-t-il déploré.

A noter que cette conférence publique a été marquée par la présence d'éminentes personnalités et des représentants du gouvernement.

Lucien DAKISSAGA

SHOOTING PHOTO



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Cap-Vert : vers un accord interdisant la pêche dans 30% des eaux marines du pays



Le Cap-Vert va signer ''très prochainement'' un accord d'entente, en vue de faire au moins 30% de ses eaux marines des lieux de préservation d'espèces marines où la pêche sera interdite, a annoncé, mercredi dernier, à Praia, le ministre de la Mer, Abraao Vicente, cité par French.china.org. Délivrant un message à l'occasion de la Journée mondiale des océans, le ministre a insisté sur le fait que le Cap-Vert, en tant qu'Etat océanique, n'a pas d'autres alternatives que de travailler à la protection de ses ressources marines.

Ethiopie : organisation des négociations en coulisse entre les autorités et les rebelles de Tigré



Selon Le Monde, grâce à Olusegun Obasanjo, l'envoyé spécial pour la Corne de l'Afrique de l'Union africaine (UA) soutenu par des chancellerie occidental, le gouvernement d'Abiy Ahmed et les insurgés du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF) envisagent désormais des négociations. D'après plusieurs sources diplomatiques, les discussions pourraient commencer dès fin juin en Tanzanie, probablement dans la ville d'Arusha, connue pour avoir déjà accueilli le processus de paix rwandais en 1993.

Guinée Equatoriale : le vice-président menace d'expulser l'Ambassadeur français



Teodoro Nguema Obiang Mangue, vice-président a menacé, vendredi dernier, d'expulser l'ambassadeur de France à Malabo si Paris expulse les diplomates équato-guinéens de l'immeuble parisien abritant leur ambassade et confisqué par la justice dans l'affaire des biens mal acquis, a rapporté TV5Monde. L'immeuble en question est un appartement de 3 000m² situé sur l'avenue Foch à Paris, estimé à 107 millions d'euros, que la justice française pense avoir été acquis entre 1997 et 2012 grâce à des «*détournements de fonds publics*» en Guinée équatoriale, a ajouté notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Rwanda-RDC : Kigali accusé d'avoir déployer 500 militaire en soutien au M23



Selon Actualité.cd, les Forces armées de la République démocratique du Congo accusent le gouvernement rwandais, dans un communiqué, d'appuyer les rebelles du M23 avec 500 militaires dans les combats qui les opposent dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu. «*Pire encore, les terroristes du M23, soutenus par le Rwanda, leur mentor naturel, se sont intentionnellement attaqués à la MONUSCO à Muhati, dans le Groupement de Jomba, en territoire de Rutshuru*», selon ledit communiqué.

La Guinée-Bissau a un nouveau gouvernement



Après un mois de vie de l'Etat sans Parlement, parce que dissout pour corruption, le Chef de l'Etat Bissau-guinéen, Umaro Sissoco Embalo, a signé un décret entérinant la liste des 24 ministres et 12 secrétaires d'Etat, proposée par le Premier ministre, Nuno Gomes Nabiam, a rapporté l'Agence Ecofin. Le Premier ministre avait été maintenu malgré la dissolution du Parlement et l'un des prochains défis de son nouveau gouvernement est l'organisation des législatives anticipées, selon notre source.

Qualification CAN 2023 : l'Egypte tombe en Ethiopie, la Guinée réagit



Dans le groupe D, c'était déjà la 2e journée. La surprise est venue du Bingu National Stadium de Lilongwe, où l'Ethiopie a battu une Egypte remaniée, sans Mohamed Salah (2-0), a relaté Foot Mercato. Dawa Hotessa et Shimelis Bekele, qui évoluent à El Gouna, en Egypte, ont permis aux Walya de s'imposer sur leurs terres. Et comme un but tardif de Naby Keita a offert un précieux succès à la Guinée face au Malawi (1-0), les quatre équipes du groupe comptent 3 points après deux journées, a expliqué notre source.

Le Pape reporte son voyage en RDC et au Soudan du Sud



Le pape François, 85 ans, est contraint de reporter son voyage en République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan du Sud, prévu du 2 au 7 juillet, en raison de ses douleurs au genou, a annoncé, vendredi dernier, le Vatican, cité par VOA Afrique. Le souverain pontife souffre aussi de douleurs à la hanche qui le font boiter et a subi en juillet 2021 une délicate opération au colon, a ajouté notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Seychelles : une sécheresse en vue durant les trois prochains mois



Selon un responsable des prévisions de l'Autorité météorologique, les précipitations aux Seychelles seront inférieures à la normale au cours des trois prochains mois, a indiqué Linfo.re. La température moyenne sur cette période sera pourtant toujours élevée. Toute l'année, le climat des Seychelles est chaud avec des températures journalières moyennes oscillant entre 26 et 32 degrés. Des différences se font cependant sentir avec les alizés et les moussons, a ajouté notre source.

Cameroun : cinq gendarmes tués dans une attaque perpétrée par des rebelles de l'Ouest



Une attaque revendiquée par le chef milicien sécessionniste «*General No Pity*» («Général sans pitié»), dans la ville de Kouoptamo, située dans l'ouest du Cameroun, a causé la mort de cinq gendarmes et deux blessés graves, le jeudi 9 juin 2022, selon France 24. Il faut noter que le Cameroun est confronté depuis très longtemps, à une insécurité due aux exactions de Boko Haram et de plusieurs groupes rebelles séparatistes.

Le Mozambique entre au Conseil de Sécurité de l'ONU



Le Mozambique a été élu à l'unanimité, jeudi 09 juin 2022, avec 192 voix pour la première fois, comme membre non permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU et va remplacer le Kénya pour le groupe africain, a rapporté Africanews. Les nouveaux membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU prendront leurs fonctions à partir du 1er janvier 2023 et leur mandat prendra fin le 31 décembre 2024, a précisé notre source.

Gabon: la justice ordonne la libération du leader syndical Jean Remy Yama

La justice gabonaise a ordonné, le 8 juin 2022, la mise en liberté du syndicaliste Jean Remy Yama pour des raisons médicales, en prison depuis le 2 mars 2022, a rapporté Infos 241. com. Il est accusé dans une affaire d'abus de confiance considéré comme un complot politique, selon les proches du leader syndical, a ajouté notre source.



Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

MARCHE DE L'IMMOBILIER

